

6  
DECLARATION  
D'U  
PARLEMENT  
D'ANGLETERRE,

TOUCHANT  
*La marche de son Armée en Escoffe.*  
Traduite de l'Original Anglois par Ordre du  
Conseil d'Estat.



Du Mercredi 26. Juin 1650.

Il a esté ordonné par le Parlement que le Conseil d'Estat prendra  
soin de faire présentement imprimer & publier cette Déclaration.

Henry Seabell Cler. du Parl.

LONDRES Par Guillaume De-Gard l'an. 1650. par  
Ordre du Conseil d'Estat.

IA422  
1650  
A4

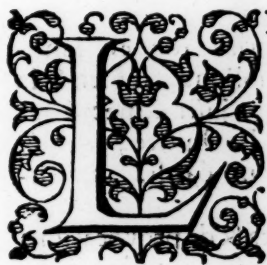
268529  
19





DECLARATION  
DU  
PARLEMENT  
D'ANGLETERRE  
TOUCHANT

*La marche de son Armée en ESCOSSE.*



ES Misères & Maux, qui sont les suites déplorables & inévitables de toutes sortes de Guerre, sont si grands, qu'on ne la doit point entreprendre, beaucoup moins la poursuivre, que sur des fondemens de Justice & de Nécessité, particulièrement entre ceux qui ne manquent point d'argumens pour leur défense commune, & dont la profession d'une mesme Religion deuroit servir de lien plus estroict pour les unir mutuellement.

Cette considération a long temps retenu le Parlement d'Angleterre d'user de la Force contre les *Escoissois*, nonobstant la Justice de sa Cause, & la grandeur de leur provocation, afin d'éviter l'effusion de sang, & les autres misères & calamitez, lesquelles dojuent de nécessité & indifféremment envelopper ceux de cette Nation là, lesquels n'ont point trempé dans la faute, qui oblige à cette Guerre, & dont les Principes les disposent à poursuivre les mesmes fins que nous

auons eue's, quand ils auront une fois reconnu leur véritable Intérest:

Cependant le Parlement n'a point manqué à leur offrir toute sorte de moiens amiables pour accommoder leurs différens, & obtenir une deuë satisfaction, & n'a pas voulu permettre que le juste ressentiment du mespris & rejection qu'ils ont fait de ses Offres, le portast d'abord à chercher le dernier remède, mais a attendu avec beaucoup de patience, pour veoir si la Providence divine descouuriroit en sa miséricorde quelque expédient, par le moien duquel il pût obtenir ses justes intentions, plustost que par la voie des Armes.

Mais bien loin de cela, par toutes les observations que nous auons pû faire de leurs actions, par leurs propres Déclarations, & par les meilleurs advis que nous auons pû auoir de leurs mouuemens & desseins présens, l'averfion entière qu'ils ont à garder amitié & bonne Correspondence avec cette République, a manifestement paru, & la mesme disposition à nous estre ennemis continuë, nonobstant la main de Dieu qui a esté visiblement contr' eux, lors de leur dernière Invasion.

Ils ont tousiours pourfuiui leur dessein, & n'ont perdu aucun temps de faire des préparatifs pour le mettre en exécution, soit en nouuant des Traitez & des Correspondences au dehors, ou mettant toutes choses en estat au dedans pour cet effect.

Le Parlement d' Angleterre aiant sérieusement pris le tout en considération, comm' aussi ce qu' il doit à cette République, le bien & la seureté de laquelle lui a esté confié, a estimé estre juste & nécessaire d'enuoier promptement une Armée en *Escoffe*. La Justice, la Nécessité, & la fin de laquelle action paroistront par les particularitez suivantes.

Et pour ne point insister sur quantité de torts & de provocations receuës des Commissaires d' *Escoffe*, lors qu' ils résidoient jci, & ne prétendoient extérieurement rien que toute sorte d'amitié & d'union en la mesme Cause: Sur leurs Usurpations, & actes du pouvoir legislatif; leurs fréquentes prétentions & contestations touchant un intérêt commun en quelques Actes d' icelui:

Les efforts qu'ils ont faicts pour séduire le peuple de cette République, & le destourner de son affection & devoir enuers le Parlement, pour lui faire embrasser & avancer l'intérêt du feu Roy (sous prétexte du Covenant) jettans des fondemens parmi ledit peuple de concurrence à leur future Invasion, qui ont suffisamment



parus par plusieurs soulèvements arrivées en *Angleterre* en l'année 1648. en laquelle ils envahirent cette Nation.

Laquelle concurrence de troubles nous auroit plongez fort auant dans le danger de retomber souz la Tyrannie & misère, si la main de Dieu ne se fust puissamment faict veoir, en faisant tousiours réussir cette Cause (pour laquelle il s'est déclaré jusques icy) mesmes au milieu des plus grands desadvantages, soit en nombre d'hommes, ou de préparatifs. Toutes lesquelles choses, & diverses autres particularitez, nous omettons, pour venir à ce qui faict veoir la Justice de cette présente Entreprise, assauoir leur dernière Invasion, faicte sur cette Nation par Autorité & Commandement du Parlement d'*Escoffe*.

Un chacun d'eux concurrent à ce dessein de se mettre en proie les Anglois, quoy qu'il survinst du different, qui auroit le plus grand pouvoir de commander, & partant la plus grande opportunité d'avancer l'intérêt de son party, souz le prétexte spécieux du Covenant.

L'on peut se ressouvenir icy, premièrement comme ils prirent *Berwick* & *Carlisle*, y mettans Garnison l'an 1648. au préjudice du grand Traicté faict en 1640. ratifié par les Parlemens des deux Nations, par lequel ces villes là & toutes autres places frontières, soit d'une Nation ou de l'autre, devoient estre sans garnison, suivant quoy elles avoient esté abandonnées des Anglois.

Semblablement par ledit Traicté on estoit tenu de donner advertissement de 3 Mois, avant que venir à une Guerre; & néantmoins cette Invasion se fit par autorité du Parlement d'*Escoffe*, durant que ce Traicté estoit en force, & ce sans avoir préalablement faict aucune Déclaration de guerre ou d'hostilité, comme on devoit faire suivant icelui.

Ce qui arriva aussi au temps que le Parlement d'*Angleterre* avoit ses Commissaires à *Edinbourg*, qui offroient d'accommoder tous les différens d'entre les deux Nations par un Traicté, qu'ils refusèrent, & poursuivirent leur méchant dessein, non seulement en se joignans aux Partisans profez du deffunct Roy souz *Langdale*, mais aussi desbauchans de leur devoir, & retirans de leur obéissance diverses Troupes de leur propre Nation, & mesmes des Anglois qui estoient à la solde du Parlement d'*Angleterre*, lesquels ils firent revenir d'*Irlande* pour les assister en cette Trahison & Invasion.

Lors qu'il plut à nostre bon Dieu de se déclarer miraculeusement

pour nous , en subjuguant & punissant ces des-loyaux Invasseurs , l'Armée, de nostre autorité, & invitée à ce faire par le Committé des Estats d' *Escoffe* séants à *Edinburgh* ( le Chevalier *André Carr* & le Major *Strahern* ajants esté envoieés par eux avec Lettres de Créance pour cet effect au Quartier général de nostre Armée proche de *Barwick* ) s'advança en *Escoffe*, & estant derechef invitée par ledit Committé des Estats , par le Marquis d' *Arguile*, My Lord *Elco*, & Autres, vne grande partie d'icelle vint jusques aux portes dudit *Edimbourg*, pour tant mieux favoriser & encourager leur Armée qui, estoit alors en Traicté avec le Comte de *Crawford*, *Lindsey*, My Lord *Lanerick* le Chevalier *George Monroe*, & le reste de leurs Ennemis au Pont de *Sterling* ; ce qui ayant produit l' effect qu'ils désiroient, & nostre Armée ayant esté receuë avec de grands tesmoignages de contentement & de joye du bon succez que Dieu lui avoit donné :

Les Ennemis au Nord d' *Angleterre* n'estans pas encore entièrement subjugués, & nostre-dite Armée s'apprestant pour revenir en *Angleterre*, à la requeste tres-preignante du Committé des Estats, une partie considérable d'icelle fut laissée en *Escoffe*, iusqu' à ce que cette Nation là fut establie en une condition paisible, & que les forces qu' elle iugeroit nécessaires pour sa déffense fussent leuées.

Cela faict nostre Armée retourna en *Angleterre*, ayant, par la bénédiction de Dieu, esté l'instrument d'un li grand bien à cette Nation là, qui se voiant establie dans la puissance dont elle jouit à présent, lui rendit des grands tesmoignages de reconnoissance, advoüant que ladite Armée, aprez Dieu, l'auoit conservée, comme elle auoit faict en effect, & protestant du desir & ferme résolution qu' elle auoit de continuer une amitié & correspondance tres-constante & reconnoissante avec l' *Angleterre*.

Toutesfois maintenant lesdits *Escoffois* mettant à part toute considération des courtoisies passées, & de leurs expressions & engagemens de Justice & des Traictés ( qui sont les liens mutuels de la société humaine ) taschent de se servir de leur pouvoir, pour destruire ceux par le moien desquels ils l' ont receu.

Ils insistent derechef sur les mesmes pretensions, en ce qui touche nostre Gouvernement, & s'attribuent la puissance de déterminer ce qui est du droit fondamental de ce pais, & de nous vouloir diriger & menacer si nous ne changeons ce qui est desia establi, & ne nous conformons à leur fantaisie, ou accommodons à leur intérêt.

Cela se iustifie suffisamment par la Protestation à nous faicte & enuoicé

uoiée par leurs Commissaires le Comte de *Lotbrian*, le Chevalier *Jean Chiesley*, & le *St Glendonning*, sur laquelle nous declarâmes dellors nostre opinion par une courte Déclaration, cy-iointe. Et néanmoins le Parlement d'*Escoffe* aduoüa & justifia lesdits Commissaires, sans les censurer, quoy que le Parlement d'*Angleterre* le demandast, les aiant enuoiez à *Berwick* avec des Gardes pour estre deliurez és mains de ceux que le Parlement d'*Escoffe* ordonneroit pour les recevoir.

Mais par ce que des Iniures réelles, & des grandes Provocations peuvent & doivent mesmes quelquesfois estre passées souz silence, sans venir à vne rupture, bien que les motifs en soient justes, s'ils ne sont aussi nécessaires, la raison tant de la prudence que du Christianisme le requerant & perüadant ainsi ; le Parlement d'*Angleterre* declare icy la nécessité qui l'a obligé d'entreprendre cette présente Expedition, laquelle il a montré cy-dessus estre juste.

Premièrement toutes les voies amiables de procurer la réparation des grands dommages que cette Nation a receus à leur occasion & par leur Invasion, ont esté reiettees & rebuttees, & ce par le présent Parlement d'*Escoffe* & les puissances qui y gouvernent maintenant, en quoy faisant ils ont approuvé les torts & dommages faicts à cette Nation par ladite Invasion.

Lesquels dommages venans à estre bien considérez, il se trouuera qu'ils montent à des Sommes vastes, si on leur passe à compte tout ce que cette République a souffert par eux & leur influence, soit au regard d'*Irlande*, soit par la révolte de partie de la flotte mise en mer pour la garde de cet Esté là, auquel ils nous envahirent, ou par les diverses soulévations domestiques, & par leur Invasion.

Le dessein & la résolution qu'ils ont de nous enuahir derechef paroistra plus evidemment, si nous r'appellons en mémoire,

1 Premièrement, Qu'à l'occasion de la simple demande que nous leur auons faicte d'un Traicté pour la satisfaction de leur première Invasion, ils se déclarent en termes exprez ennemis du Gouvernement présent de cette République & de tous ceux qui y adhèrent, & iettent de nouveaux fondemens de sédition & soulévation parmi nous.

2 Secondement, En suite de ces fondemens ainsi iettez, bien qu'ils ne pussent légitimement prétendre la moindre ombre d'autorité ou domination sur nous, néanmoins ils entreprennent en *Escoffe* de proclamer

proclamer *Charles Stuart* pour Roy d' *Angleterre* & d' *Irlande* : Et dans le Traicté qu'ils ont depuis fait avec lui, ils lui ont promis leur assistance alencontre de cette Nation.

3 Troisièmement, Auparavant la dernière Invasion des *Escoffois*, le Parlement d' *Angleterre* prévoiant la disposition qu'ils auoient à faire ce qu'ils firent depuis, & voiant les préparatifs qu'ils faisoient, & le party qu'ils avoient séduit pour cet effect, se doutant bien aussi de l'événement du tout, il envoya des Commissaires pour traiter avec eux, afin d' éviter l'effusion de sang, mais ils refusèrent de traicter, & ne respondirent que par la marche immédiatement aprez de leur Armée en *Angleterre*.

Et partant aiant derechef refusé les ouvertures amiables d'un Traicté de Paix, nous avons raison de n' attendre rien moins d'eux qu'une seconde Invasion.

4. Quatrièmement, Ils se sont déclarez contre nous comme Sectaires, ne plus ne moins qu'ils ont fait contre le Party de *Montross*, nous mettans au mesme rang que les Malignans & Papistes, bien qu'ils ne puissent ignorer la Croiance dont nous faisons profession, nous qui désirons servir Dieu en Esprit, mettans toute nostre joye en Christ, n'aïans aucune confiance en la chair, mais l'espérance de nostre Justification & Rémission des péchez estant au sang du Seigneur Jesus, attendans nostre salut de la pure grace de Dieu, nous affligeans en nous mesmes, lors que nous voions quelqu'un changer la grace de Dieu en dissolution, & estans prests de porter tesmoignage alencontre de ceux qui le font, désirans que les actions licencieuses de telles gens soient punies par le Magistrat. Nous ne pouvons nous empescher de croire que l'intérest de la Domination & du profit, souz prétexte de Presbytère & de Covenant, ne leur soit plus cher & plus estimable, que la Paix & l'amour de l' *Evangile*, auquel ce qu'on appelle Discipline ou Gouvernement en l' *Eglise* est & doit estre subordonné, sans que pour icelui on puisse ni doive violer le moins du monde le susdit amour de l' *Evangile* & la Paix.

Leur dessein & intention estant ainsi évident, nous sommes nécessairement de faire tous nos efforts, avec l'assistance de Dieu, pour les prévenir, & ne souffrir pas qu'ils nous envahissent, lors qu'ils en auront l' oportunité, & à nostre plus grand desavantage, aprez avoir acheué leurs Cabales avec les *Estrangers* pour du secours, &

avec

avec leur faction & party au milieu de cette Nation, pour de la correspondance & concurrence dans leurs entreprises contre nous, afin que nous soions forcez de porter les frais intolérables de diverses Armées dans nos propres entrailles, & estre suiets aux Contributions, Pilleries, & autres traitemens barbares d'une Armée Escossoise, si nous souffrons qu'ils entrent derechef chez nous, ou d'entretenir perpétuellement une Armée formée sur la frontière, pour prévenir, ou nous opposer aux Attentats qu'ils pourroient faire sur nous, pour l'exécution desquels ils attendent l'occasion propre, & leur plus grand avantage.

Duquel fardeau nous sommes obligez de faire tout nostre possible pour descharger le peuple qui a desia tant souffert à leur occasion, estant une partie de leur dessein de réduire ledit peuple dans le mescontentement du Gouvernement présent, par le sentiment des Taxes (sans considérer la cause de la continuation d'icelles) afin qu'il soit tant plus propre à recevoir leurs impressions, advantager leur faction parmi nous, & la tenir prête pour s'en servir, quand ils croiront estre temps.

Et bien que les Injures & provocations qu'ils nous ont faictes, aient esté grandes & pressantes au delà de toute mesure, comme il appert par ce qui à esté dit cy dessus, & que ceux qui nous ont faict le tort, ne nous aient laissé aucune autre sorte de remède ou de redressement, que celui que l'espée nous peut donner, lequel venant à réussir, avec l'assistance de Dieu, nous pourrions estre excitez à les traicter comme ils ont eu dessein de nous traicter, si nous marchions d'un mesme pied qu'eux,

Néanmoins Dieu nous est tesmoin, que ni le désir de Domination, ni la Vengeance, ou aucun gain temporel, ne sont point les motifs de nostre Engagement en cette présente entreprise, mais que nostre but n'est autre que d'avancer la gloire de Dieu, d'estendre une juste Liberté, à où il nous en fournira l'opportunité, nous procurer une due satisfaction pour ce qui s'est passé, & establir une entière seurte pour l'advenir contre semblables Injures & malheurs : Ce que comme nous estimons estre tres-juste & nécessaire à nous de rechercher, pour empêcher qu'ils ne nous fassent souffrir davantage, & ne se rendent plus coupables; aussi serons nous tres-joyeux si nous le pouvons effectuer sans effusion de sang, & que ceux qui craignent Dieu dans l'une & l'autre Nation, puissent par ces grandes Revo-



lutions estre tirez de toute attente & confiance charnelle, pour se rencontrer ensemble dans le pouvoir de la vraie Religion & Sainteté, pour servir & adorer Dieu selon son intention qu'il nous a réuélée en sa parole, laquelle nous désirons de tout nostre coeur prendre pour regle de toutes nos voies & actions.

Henry Scobel

Cler. du

*Parlement.*

---

DECLA

---



# DECLARATION DU Parlement d'Angleterre

Touchant  
Les Efforts qu'il a faits depuis peu, pour  
oster toute sorte de mal-entendus & de différens  
entre la République d' *Angleterre*,  
& le Royaume d' *Escosse*.

A quoy  
Est adiousté le dernier Papier ou Mémoire des Com-  
missaires d' *Escosse*, avec le sentiment du  
Parlement sur icelui :

Comm' aussi la Lettre du Parlement d' *Angleterre* au Parlement  
d' *Escosse*, avec la Responſe de ce dernier, à laquelle il est répondu  
par cette Déclaration.

*Du Samedi, 14 Juillet 1649..*

Cette Déclaration a esté leuë la première  
& deuxiême fois, & sur la Question à esté passée.

*Il a esté ordonné par les Communes assemblées en Parlement que  
ladite Déclaration soit présentement Imprimée & Publiée.*

*Il a esté ordonné que le Conseil d' Estat prendra soin que ladite  
Déclaration soit Imprimée.*

Hen. Scobell Clerc du Parlement.

---

A LONDRES,

Par Matthieu Simmons demeurant en la rue d' *Aldersgate*.

MDCXLIX.

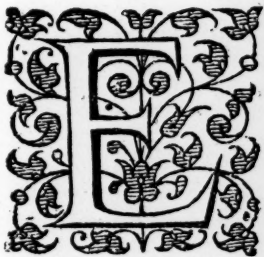




# DECLARATION D U

PARLEMENT D'ANGLETERRE,  
touchant les efforts qu'il a faits depuis peu, pour  
oster toute sorte de mal-entendus & de différens  
entre la République d' Angleterre &  
le Royaume d' Escosse.

Du Samedi 14. Juillet 1649.



Encore que les Iniures & Provocations faictes à cette Nation par le Royaume d' Escosse , tant devant qu' aprez l' Invasion faicte l' année passée par les Escossois, aient esté telles, qu' avec raison elles pouuoient entière ment fermer la porte à toute sorte d' Ouvertures amiables, qu'on eust pû faire, spécialement de nostre costé, néantmoins pour faire veoir combien de peine nous auions à oublier l'vnion qui a esté cy-devant entre nous, pour le maintien & défense de la Religion & des Libertez publiques & droicts des deux Nations, contre l' Ennemi commun, & que nous estions tousiours prefts, en la poursuite de la mesme cause, d'entretenir vne ferme amitié avec eux, afin que par ce moien les ennemis de nostre Religion & Liberté, vinsent à perdre l' espérance de veoir réussir leurs pernicieux & dangereux desleins, complottez depuis si long temps, & si adroitement poursuivis iusqu' à ce iour, de ruiner entièrement les deux Nations, ou au moins le parti bien affectionné & consciencieux qui s'yr rencontre, en les divisant & engageant dans des animositez & différens irréconciliables ; Nous fusmes contens de proposer au Parlement d' Escosse par la Lettre que nous lui enuoiasmes en darte du 23 May dernier (cy-iointe) que des Commissaires fussent choisis de part & d' autre, tant de cette République, que du Royanme d' Escosse, lesquels s'assembleroient au plustost que faire se pourroit, en laquelle assemblée les particularitez du juste ressentiment , sur lequel nous auions demandé satisfaction, seroient produites, & satisfaction y estant donnée, nous serions prefts en outre de traicter & conclurre vne Ligue & amitié ferme avec eux, pour les fins couchées dans ladite Lettre, à laquelle nous nous rapportons.

Mais cette belle & amiable ouverture de nostre part, ne pût obtenir du Parlement d'*Escoffe* qu'une Responſe qui nous iette dans l'incapacité de pourſuivre nos premières demandes par voie de Traicté, non ſeulement à cauſe des aſperſions dont il taſche de ſeſtir l'honneur & la Juſtice de nos dernières procédures, mais auſſi à cauſe du refus qu'il fait publiquement & de propos délibéré de reconnoiſtre le Gouvernement préſent de cette Nation eſtabli par le Parlement, & de traicter à autres conditions qu'à la charge que nous nous remettrions ſous le Gouvernement Monarchique, & reſtabliſſions la Chambre des Seigneurs, l'un & l'autre aiant eſté aboli par nous, pour avoir eſté trouvé par expérience, inutile, voire contraire à cette liberté & aſſurance que le peuple d'*Angleterre*, aprez tant de travaux & de dépenses, a fort bien mérité.

Cette procédure ſi inique de la part des *Escoſſois*, en récompenſe des adreſſes amiables que nous leur faiſions, n'eſtoit aucunement attendue par nous, veu l'apparence de Sagelle & Pieté dont les actions de cette Nation là ont de coutume d'eſtre reueſtues : & meſmes nous ne ſçauons à quoy l'attribuer, ſi ce n'eſt à quelque paſſion fort extraordinaire, occaſionnée par l'appréhenſion qu'ils ont eue que le changement des Affaires de ce païs, les priveroit à l'advenir des profits & avantages, dont ils iouiſſoient, & ſe promettoient de iouir parmi nous, ſi l'on continuoit la Royauté en *Angleterre*; ce qu'ils ont de la peine à digérer ſiſtoſt; ou que nous l'imputions à un deſsein politique d'émouuoir les mauuiſes humeurs, & fortifier les mains d'un parti meſcontent parmi nous, lequel ils ne veulent aucunement abſoudre d'une obligation de conſcience, en vertu du Covenant, d'adhérer à des Eſtrangers, contre le Gouvernement eſtabli de cette Nation, mais pluſtoſt que d'y manquer, lui fournir l'exemple de ce qu'ils pratiquèrent l'année paſſée, lors qu'un Party parmi eux prit les Armes contre les réſolutions de leur propre Parlement pour s'oppoſer, comme ils prétendoient, à l'Engagement illicite fait contre l'*Angleterre*. Bien qu'en eſſect leur différent ne fuſt pas, comme nous ſçauons de bonne part, ſi on envahiroit l'*Angleterre*, mais bien lequel de leurs deux partys auroit cette charge.

Les meſmes ou ſemblables raiſons les ont meus, comme nous eſtimons, à nous faire la réponſe portée par leur dernière Lettre du 26 *Juin*, adreſſée à l'Orateur de la Maïſon des Communes, que nous auons fait imprimer à la fin de la préſente Déclaration; en laquelle Lettre ils lui diſent d'abord qu'ils ne le peuuent reconnoiſtre pour Orateur du Parlement, ni donner le nom de République à cet Eſtat; Comme ſi d'eſtre Orateur du Parlement d'*Angleterre*, & à cette Nation de ſe mettre en forme de République ſans Roy ni Maïſon des Seigneurs, eſtoient choſes qui dépendiſſent de leur approbation ou deſadueu; ou que de routes les Nations du monde, il n'y euſt que l'*Angloiſe* qui fuſt priuée du droit naturel & d'un pouuoir inhérent de prendre ou laiſſer telle forme de Gouvernement, qu'il lui plaïſt, & qu'elle eſtime plus propre pour ſa conſervation, ſeureté & bien-eſtre, ſans auoir préalablement demandé & obtenu le conſentement de ceux qui ſont au dehors & Eſtrangers à ſon eſgard.

Et la raiſon pourquoy ils ne peuuent reconnoiſtre ces titres, eſt (diſent ils) eu eſgard à leur Ligue & Covenant ſolennel, & aux Traictéz, comm' auſſi aux diuerſes Déclarations des Parlemens des deux Royaumes. Argument que nous confeſſons auoir eſté ſouuent raporté par eux, comme ſi légitimement il pouvoit ſervir à eſtablir ſur nous leur intérêt propre ſouz, couleur de Religion, quoy qu'autrement eſtant mis à la balance de la droicte raiſon, il paroïſſe auoir fort peu de poids. Mais le masque de ces prétextes là a eſté ti ſouuent leué, & le peu de fonde-

ment de telles consequences tirées dudit Covenant & Traictez, tant de fois des couuert, qu'il suffira de nous rapporter à ce que nous avons dit sur ce suiet, i ya long temps en nostre Declaration du 28 Novembre 1646, & depuis peu en une autre du 17 Feurier 1648 toutes deux enuoiées par nous au Parlement d'*Ecosse*. Auquel esgard nous ne pouuons que nous ne nous estonnions comment ils veulent se prévaloir encore en certe Lettre du Couenant, des Traictez, & Declarations susdites, si ce n'est qu'ils s'imaginent que de toucher cette corde, est chose si plausible à quelques esprits enforcelez parmi nous, que leur simple affirmation suffit pour gagner credit auprez de telles gens, pour l'amour desquelles nous auons trouué bon de faire encore cette Replique.

Qu'on ne peut, ni ne sera t'on iamais paroistre par aucune Expression dudit Covenant, des Traictez, ou Déclarations passées au Parlement d'*Angleterre*, que ledit Parlement se soit exclus & privé de l'usage & exercice de ce droit & pouvoir, qui est inséparable d'auec lui, comme Souuerain Legislateur de cette Nation, de changer, reuoker & annuller, en tout, ou en partie, quoy que ce soit qui regarde le Gouvernement de cette Nation au dedans d'elle mesme, selon que de temps en temps il iugera estre à propos & nécessaire. Et certes quand bien quelque expression lui auroit eschappé, qui pourroit estre tirée par force en quelque sens si desadvantageux, ce que nous sommes assurez n'estre point, encore ne pourroit on pas s'imaginer qu'aucun Covenant, Traicté, ou Déclaration le püst obliger en choses que le Parlement ne peut aliener, & qui destruisent l'essence mesme & la fin des Parlemens. Aux quelles considérations on peut encore adiouster celle-cy, que quand bien on pourroit tirer dudit Covenant, des Traictez & Déclarations quelques passages vigoureux, pour servir de preuue au Parlement d'*Ecosse* sur ce suiet, ou aucun autre, l'Invasion faicte l'année passée par le Parlement de ce Royaume là (à laquelle nous nous sommes opposez si à propos, & si heureusement) les auroit biffez & rendus invalides & incapables d'obliger l'*Angleterre*, si ce n'est que nous trouuions bon de leur rendre l'estre & les faire reuiure: En quoy nous auons beaucoup de raison d'estre plus soigneux & circonspect, aians trouué par expérience qu'ils taschent en toutes occasions d'en tirer des constructions & consequences si dangereuses, pour, au moien d'icelles, donner titre au Royaume d'*Ecosse* de prétendre pouvoir sur les Loix & Libertez d'*Angleterre*.

Et quant à ce qu'ils desrent que nous rappellions en nostre memoire, scavoir est ce qui a esté fait par ceux qui sont à présent en pouvoir & autorité dans le Parlement d'*Ecosse* (aprez qu'ils y furent affermis par l'assistance du Lieutenant Général *Cromwel*, & des forces qu'il commandoit) lesquels defauiouierent les procédures faictes contre l'*Angleterre* par l'engagement illégitime de leurs gens.

Nous répondons que le souuenir de ce desaduen n'expie pas & ne satisfait point aux torts & violences réelles perpétrées sur cette Nation par le Parlement d'*Ecosse*, qui estoit l'auteur, & auoit ordonné cet Engagement, & rendu par là le Royaume d'*Ecosse* responsable, non seulement du tort & iniure faicte, mais aussi, obligé de récompenser les grands dommages que l'*Angleterre* a soufferts par icelui: Sur quoy nous souhaittions, entr'autres choses, de receuoir satisfaction par voie de Traicté; lequel fut si brusquement decliné & reiecté par le présent Parlement d'*Ecosse* en sadite Lettre, comme si il estoit permis au Parlement de ce Royaume là de faire tort, mais non à celui d'*Angleterre* d'en demander seulement la réparation, mesmes dans les voies les plus honnestes & paisibles. Et comment pouuons nous attendre d'auoir satisfaction sur les autres injures faictes par lui à cette Nation, quand nous les aurons faict connoistre



(comme il semble nous y iauiter) puis qu' en chose si notoire & manifeste comme a esté l'Invasion de l' année e passé, il ne nous donne autre satisfaction qu' une Récrimination, qu'ir emplit la fin de ladite Lettre, & peut estre réduite à ces deux chefs.

Premierement, Que ledit Parlement adhère & aduovè pour la 2 fois les scandales & reproches imposez au Gouvernement présent d' Angleterre dans le Papier ou Mémoire de leurs Commissaires daté du 24 Feusier 164<sup>8</sup> signé par le Comte de Lothian, le Chevalier Jean Chiesley, & le Sr Glendonning au nom du Royaume d' Escosse, sur lequel, aprez l' auoir leu & considéré, nous déclarasmes dez lors nostre sentiment par une courte Déclaration, laquelle aussi bien que ledit Mémoire, nous auons ordonné estre imprimée à la fin de cette cy. A quoy nous adjoûsterons seulement que si l' on considère sans partialité l' obligation de Religion & fidélité, mise ez deux Parlemens, nous ne pouuons que nous ne pensions que telle considération deuroit plustost auoir induit le Parlement d' Escosse à accepter les Propositions que nous lui faisions en nostre-dite Lettre, comme un moien de cimenter les deux Nations en une ferme Ligue & amitié, & par là assurer la Religion & la Liberté publique contre les desseins & factions des Papistes, Prélats, & Malignants, qu' à les alier si fort, ou au moins les rendre incapables de s' aider l' une l' autre, par cette dernière procédure en nostre endroit, qui n'est rien autre chose que faire l' ouurage de nostre Ennemi commun, en nous affoiblir sans par nos divisions, & certes nous sommes allu-tez, quoy qu' ils puissent nous imputer, qu'en cela ils ne se font pas monstrez fermes & fideles aux Principes, qui auoient esté la cause, non seulement d' unir les deux Nations par le Covenant & les Traictez si souuent mentionnez, faictz sans, voire contre le consentement du deffunct Roy, mais aussi de les engager en Guerre contre lui, pour obtenir les susdites fins.

Et l' on ne se peut pas plaindre de ce qu' en exécution de la confiance mise en nous, nous auons avancé sur ce principe là ( lequel justifie nos dernières procédures) au delà de ce, à quoy l' Escosse a concouru avec nous, non plus que lors, qu' il a surui cy denant à appuier les résolutions communes qui nous ont portez & eux aussi, à faire conioinctement la Guerre au feu Roy & à son Party & en cette Response des deux Royaumes, *Que nous ne pouuons pas consentir que sa Majesté retourne & exerce sa charge de Roy, qu' il n' ait auparauant satisfait à ses Royaumes pour le sang innocent de ses bons Suiets, qui a esté répandu entous ses domaines par son Commandement & Commission, & pour la Guerre d' Irlande fomentée & prolongée par lui.*

Quant au second chef de la Récrimination dudit Parlement, lors qu' il dit qu' il est apparemment que l' Angleterre à gauchy depuis peu, & s' est détournée des fondemens & principes, esquels les deux Royaumes s' estoient engagez;

Nous respondons qu' auant que de nous mettre sus posituiement une si lourde accusation, il eût esté fort conforme à laraison & Justice, de prendre un peu de peine à repasser briuefement ces principes, desquels ils nous accusent de nous estre détourné: Car aprez auoir tres-sérieusement examiné tout ce que le Parlement d' Escosse nous à présenté, il ne nous conste point que nous nous soions aucunement détourné des Principes (à les proprement prendre) sur lesquels les deux Nations se sont premièrement engagées, au contraire nous ne doutons point que nous ne puissions faire paroistre à tous ceux, qui ne donneront point lieu aux préiugez, que tant s' en faut que nous aions reculé, au contraire nous auons tousiours esté en auant en la poursuite d' iceux, & l' esloignement qui est entre nous & l' Escosse, ne vient pas de ce que nous soions retourné en arriere



de ces principes, mais de ce qu' eux mesmes se sont arrestez, & n' ont point poursuivi la fin que nous nous estions proposée, lors de nostre mutuel engagement, qui n' estoit autre que la seurté de la Religion & la Liberté publique des deux Nations, avant toutes choses, & le reste seulement, entant qu' il s' accordoit & seruoit à cette fin. Nous sauons qu' en toutes affaires la fin est ce à quoy l' intention se porte, deuant que regarder les autres principes; & aussi long temps qu' on s'attache à ladite fin, on a liberté de faire choix des moiens propres & requis pour y paruenir. & partant la fin de toute sorte de Gouvernement estant le bien du peuple, dans lequel bien la vraie connoissance & le service de Dieu sont particulièrement compris, le fondement de toute sorte de changement doit estre, comme il a esté parmi nous, avec esgard audites fins, qui ont esté les principes, sur lesquels les deux Nations se sont mutuellement engagées, & lesquels certainement se leueront en Jugement contre celle, qui volontairement s' en sera detournée & en aura abandonné aucun. Partant nous deuons estre tres-soigneux de ne pas néprendre les principes, pour ce qui est basti par dessus, car la fin est le premier & le plus parfait principe, les moiens n' estans que subordonnez & suiets au changement, aussi souuent qu' ils se trouuent ne tendre pas efficacement à la fin.

Et comme ainsi soit que ledit Parlement d' *Escoce* estime que la constitution positive d' un Gouvernement, est un principe auquel par conscience on est obligé de se tenir, quant bien mesmes il viendroit à estre changé par la suprême Authorité, si l' en examine bien cette doctrine l' on trouuera qu' elle establit beaucoup plus l' intérêt des Gouverneurs, que le bien de ceux qui sont gouvernez, & que parmi toutes les Nations, où le bien estre du peuple a esté préféré à l' intérêt particulier de ceux qui gouvernent, ce n' a pas esté chose estimée extraordinaire de quitter les formes anciennes de Gouvernement, pour en introduire d' autres; bien que les *Escossois* fassent difficulté de nous octroier ce pouuoir de changer, sur ce mesme fondement équitable, la Monarchie en République.

Et parce que le Parlement d' *Escoce* propose, *Que les dernières procédures de l' Angleterre contre le Covenat & les Traitez soient desaprouuées & desaduouées par nous, de mesme que la poursuite du dernier Engagement illégitime contre l' Angleterre l' a esté par lui, & que ceux qui ont abandonnez ces Principes & leurs premières professions, aient à les reprendre.* Nous conceuons qu' il auroit pû l' espargner la peine de faire cette Proposition, ou jusqu' à ce qu' il nous eust conuaincus, que nos procédures méritent un tel desaduoué, ou au moins jusqu' à ce que nous fussions réduits au mesme detroit où il estoit lors qu' il desaduoua enuers nous l' engagement de l' année passée; ce qui ne fut fait par l' autorité visible de ladite Nation, qu' après que l' Armée d' *Escoce* eut esté défaite en *Angleterre*, & un<sup>e</sup> partie considérable de la nostre entrée en ce Royaume là pour poursuire sa victoire.

Il dit de plus, *Qu' aucun changement ou révolution d' affaires n' est capable d' absoudre l' une ou l' autre des deux Nations, du Covenat, des Traitez, &c.* Nous ne pouuons recevoir cette doctrine, aians encore la mémoire fraîche des hostilités ouuertes de ce Royaume là l' année passée contre l' *Angleterre*, & n' aians point d' assurance (quoy que iusques icy ils fassent profession du contraire) que ceux qui desia reçoient si aisément des préjugés, & déclarent leurs censures justes avec tant de facilité contre nos dernières procédures, ne viennent en peu de

temps à estre emportez par le zele de maintenir la Monarchie, & leur propre interprétation du Covenant, & se joindre ouuertement à l'ennemi commun, aux Papistes, Prélats, & Malignans, bien que la fin principale du Couenant & des Traitez, ait esté de préuenir & s'opposer à leur pouuoir & pernicieux desseins. Et venans à tomber dans une telle révolution & changement que celui là, nous présumons que selon leur jugement mesme nous en serions absous, comme dez à present nous le sommes selon le nostre.

Et nous souhaitons qu' aucune nécessité contraire ne les pousse à se joindre au Party Papistique, Prélatique, & Malignant, de mesme que la nécessité les obligea l' année passée, non seulement à s'accommoder & joindre, mais mesmes à estre re-deuables de leurs vies & seurte à ceux, contre lesquels ils s'estoient autant déclarez qu'ils sont à présent, comme aleancontre d' une Armée de Sectaires.

Nout auons crû à propos de rendre ce compte de nos dernières procédures dans une voie passible, afin de préueuir tous malentendus et différens entre nous & l'*Ecosse*: Que si nous sommes empeschez de poursuire cette voie, nous pouuons assurer que ce ne sera pas nostre faute, & ne doutons point que tous les particuliers de cette République, qui désirent sa protection, & le bien & seurte de l'*Angleterre*, n' ouurent les yeux pour discerner la fallace & le peu de force de ces Allégations faictes contre nous & nos procédures, & ne soient aduertis de se donner garde de tremper en aucnn dessein, louz quelque couleur que ce soit, qui tende à renouueller & fomenter nos divisions au dedans, & auancer l'aduanage & intérêt estranger, en nous priuans nous mesmes du fruit & bénéfice de tous les travaux que nous auons subis durant plusieurs années, avec perte de beaucoup de sang & d' argent.

## Le dernier Papier ou Memoire des Commissaires d' Escosse.



An 1642. & depuis en l'an 1643. lors que le party Papistique, Prélatique & Malignant prévaloit en ce Royaume, les deux Maisons du Parlement communiquèrent au Royaume d' *Escosse* diuerſes Déclarations & Papiers, pour lui ſaire entendre l'eſtat des différens de ce païs, obtenir du ſecours de lui, & l' inuiter a enuoyer ſes forces en ce Royaume. Eſquelles Déclarations & Papiers elles aſſirment & déclarent :

Que l' Armée des Maisons du Parlement avoit eſté levée, pour la deſſenſe de la vraie Religion, de la perſonne, honneur, & biens du Roy, des Priviléges du Parlement, des droicts, & libertés des Suiets, & empeschier le changement de Religion : Que le deſſein de leurs ennemis eſtoit de corrompre & alrerer la Religion par toute l' Isle ; Et qu'ils avoient commencé par l' *Escosse*, ſachans bien que la deſtinée eſtoit commune aux deux Royaumes : Qu'ils avoient ſeulement changé la manière de leur procédure, croians qu'ils viendroient tant plus aiſément à bout de les detruire, s'ils pouvoient emporter le deſſus du Parlement & Royaume d' Angleterre : Que la Religion ne ſeroit pas pluſtoſt renuerſée & & changée en l' un des Royaumes, que le meſme ne s' accompliſt aiſément dans l' autre : La Religion eſtant le lien & le fondement du bonheur de tous les deux : Que les corruptions qu'on ſouffriroit prendre racine en Angleterre, ne tarderoient guères de répandre leur venin & infection dans l' Eglise voiſine d' *Escosse*.

Elles déclarent que le véritable ſuiet de la Querelle eſtoit la Religion : En la réformation de laquelle elles ſe témoignérent ſi prompts & zelées, qu' il ne ſe trouue aucun point, ſoit dans les premières, ou dans les dernières Déclarations d' *Escosse*, qu' elles n' aient taſché ſérieuſement de mettre en exécution,

Elles prient inſtamment l' Aſſemblée générale d' auancer & depeſcher le ſecours, qu' elles demandent du Royaume d' *Escosse*, ſe ſervans de cette raiſon & motif : Qu' en cela ils feront un grand ſervice à Dieu, & que beaucoup d' honneur redondera ſur eux meſmes, s' ils deviennent inſtrumens d' une glorieuſe Reformation, laquelle ne s' eſtendra pas ſeulement par toute cette Isle, mais meſmes ſe pourra communiquer aux autres Eglises, opprimées ſouz la ſervitude de l' Antechriſt, & la Tyrannie de la faction Papistique & Prélatique.

Elles louent la prudence & fidelité de l' Aſſemblée générale de l' Eglise d' *Escosse*, à propoſer des choſes qui peuuent ſervir à etablir une plus grande & ferme vnion des deux Eglises & Nations d' Angleterre & d' *Escosse* ; en conſervant & maintenant la vérité & pureté de la Religion réformée, non ſeulement contre la, Papisme, mais auſſi contre toutes Superſtitions, Sectes & Innovations, quelconques. Et déclare que les deux Maisons du Parlement ont toujours eu pour

but principal la Réformation du Gouvernement & Discipline de l'Eglise, bien qu'elles aient esté souvent interrompuës, & puissamment opposées en la poursuite & accomplissement d'icelle, & que quoy qu'elles soient encore dans l'orage & la tempeste, néantmoins elles prennent la paix, la liberté, & la conseruation qu'il à plu à Dieu donner à l'*Escoffe*, pour un gage qu'il leur veut faire la mesme grace en son temps, espérant que Dieu benira leurs desleins & efforts d'une entière réformation, en tout ce qui appartient à la Religion: & professent souhaiter ardemment l'unité de Religion en toutes les parties essentielles de Doctrine, Service, & Discipline, afin que les deux Royaumes soient plus étroitement unis, & iouissent des avantages d'un Gouvernement plus aisé, seur & agreable sous sa Majesté; le peuple ait une Communion plus libre, en tous les saints exercices & devoirs du Service, & la Religion soit dans une plus constante seurété, alencontre des pratiques sanguinaires des Papistes, & des Erreurs & tromperies des Sectaires. Elles remonstrent que c'est chose bien esloignée de leur intention de laisser aller les reines dorées de la Discipline & Gouvernement Ecclesiastique; & permettre à des personnes privées, ou à des Congrégations particulières de prendre telle forme de Service diuin, que bon leur semblera; mais qu'elles tiennent nécessaire que par tout le Royaume on se conforme à l'ordre enioint par les Loix, selon la parole de Dieu. Elles protestent en la présence de Dieu qui void tout, que le seul but de leurs Conseils & efforts, a tousiours esté & est encore de servir leur Souverain Seigneur & Roy, & cette Eglise & Estat, en pouruoiant à la paix publique & à la prospérité de sa Majesté & de tous ses Royaumes, dans lequel dessein elles sont résolues de persister libres & exemptes de toutes sortes de desseins particuliers, de respects personnels, ou de passion quelconque. Elles font souuent mention de la Protestation faite par chacun de leurs Membres promettans en la présence de Dieu tout puissant de deffendre sa Majesté, & desaduoians d'auoir aucun dessein de faire la moindre violence à sa personne, laquelle leur estoit & seroit tousiours tres-chere. Elles déclarent qu'elles attendent l'aide & le secours d'*Escoffe* pour la deffense d'une cause en laquelle si le party Papistique préuaut, de nécessité ils seront enuoloppez dans le changement de Religion qui se fera ici, ou engagez à faire la Guerre contre ce Royaume, pour deffendre leur propre Religion & Liberté. Et elles professent deuant le Dieu viuant que la seurété de la Religion, des Loix & Libertez en ce Royaume, & tous les autres domaines de sa Majesté, est le principal but de tous leurs Conseils & délibérations, sans aucun dessein, ni intention de faire tort ou aucun mal à sa Majesté, soit en sa personne ou en son juste pouuoir & autorité, Qu'ils sont assurés, que Dieu & les hommes auront en abomination & horreur l'accusation monstrueuse & scandaleuse qu'on met sus au corps Représentatif de ce Royaume, comme s'il auoit intention de ruiner non seulement la personne de sa Majesté, mais mesme la Monarchie, & en appellent à tout le monde, pour sauoir si on leur peut donner de plus mauuais paroles que celles là.

Ces Déclarations & Engagements solennels furent communiquéez au Royaume d'*Escoffe* auant qu'il se ioignit en Guerre aux Maisons du Parlement: Et pareillement les deux Royaumes entrèrent en vne Ligue solennelle & Ceuant, pour la Réformation & deffense de la Religion, l'Vniformité de la Confession de Foy, forme du Gouvernement Ecclesiastique, Directoire du Service diuin,

& Catechisme : pour l' Extirpation du Papisme, Episcopat, Superstition, Héresie, Schisme, Prophétation, & généralement de tout ce qui seroit trouué contraire à la saine doctrine & au pouuoir de la Piété ; pour la conservation des droicts & privilèges du Parlement, & la Liberté des Suiets ; pour l' honneur du Roy & de sa Postérité, & la paix & seurté de ces Royaumes.

L'an 1646 la force & pouuoir de l' ennemi estant entièrement deffait, la Maison des Communes publia le 17 d' Aueil vne Déclaration, & la fit afficher par toutes les Paroisses, en laquelle elle se purgeoit de diverses constructions & représentations sinistres de ses procédures, comme s' il elle auoit eu dessein & intention de se servir du grand succez que Dieu lui auoit donné, contre ses premières protestations ; ou d' excéder, ou se détourner des premiers desseins & principes qu'elle auoit eus, quand elle entreprit cette Guerre; ou de se retirer du Covenant & Ligue solennelle & des Traictés faicts entre les deux Royaumes : ou de prolonger ces pitoiables troubles & divisions sanglantes, à dessein de changer la constitution fondamentale, & la forme de ce Royaume, & abandonner le Gouvernement Ecclesiastique sans aucun establissement, pour exercer elle même le pouuoir Arbitraire, tant sur les personnes que les biens des Subiects, lequel ce présent Parlement auoit trouué bon d'abolir, en cassant la Chambre de l' Estoille, la haute Commission et autres Cours Arbitraires, et modérant le pouuoir exorbitant du Conseil du Roy : Déclarant en outre, que ses vraies et réelles intentions sont, et qu'elle emploiera tous ses efforts, pour etabliir la Religion en sa pureté selon le Covenant; et conseruer l'ancienne et fondamentale Constitution et Gouvernement de ce Royaume par Roy, Seigneurs et Communes.

En Novembre 1647. une Requête aiant esté présentée à la Maison des Communes, la qualifiant *la Suprême autorité de la Nation*, avec un papier imprimé y joint, intitulé *L' accord du Peuple* pour une ferme et présente paix sur les fondemens du droict commun (lequel Accord, aprez auoir leu l' un & l' autre, nous auons trouué estre le même que l' Accord publié n'agueres) la Maison des Communes déclara que le contenu esdits Papiers detruisoit l'estre des Parlemens et le Gouvernement fondamental du Royaume, et ordonna qu'on escliroit au Général d' examiner la procédure de cette affaire dans l' Armée, et d'en rendre compte à la Maison. Et vne autre Requête adressée à *la suprême autorité d' Angleterre les Communes assemblées en Parlement*, lui aiant esté présentée le 23 du même mois, elle déclara cette Requête estre séditieuse, et pleine de mespris, en aduoiant et poursuivant la première Requête et le Papier y joint, intitulé, *l' accord du Peuple*, qui auoit esté cy-deuant jugé detruire l' estre du Parlement, et le Gouvernement fondamental de ce Royaume: et ordonna un' vne deuxième Lettre seroit écrite au Général pour lui faire entendre qu'on auoit pris connoissance de son procédé, en faisant executer le mutin (qui auoit esté fauteur dudit Accord) au Rendezvous tenu à Ware, et pour l'en remercier, et le prier de poursuivre à examiner cette affaire au fonds, et faire punir, comme elles meritent, toutes les personnes coupables de ce crime, qu'il trouueroit à propos. Nonobstant toutes lesquelles Déclarations, Protestations, Sermons, Covenants, et Engagements.



gagemens solennels, nous trouuons à nostre grand regret et étonnement, Qu' au préjudice du desadueu et Protestation du Royaume d' *Ecosse*, on a osté la vie à sa Majesté par vne mort violente: Qu' on a imprimé et publié des Ordres intritez, Actes du Parlement deffendants de proclamer le Prince de Galles Roy de ces Royaumes: Que les Communes qui seioient à présent à *Westminster* (depuis que divers Membres de cette Maison ont esté emprisonnez, exclus par force, ou néecessitez de se retirer, ne pouuans agir comme dans un Parlement libre) ont ordonné l' abolissement de l' office de Roy et la Maison des Seigneurs, et s' attribuent l' Autorité du Parlement, et souz ce prétexte, le pouuoir de réuoker tous sermens d' Allegeance ou Obeissance quels qu'ils soient, mesmes sans excepter la Ligue solennelle et Covenant, duquel toutes les Puillances du monde ne sont pas capables d' absoudre la Conscience.

Nous voions pareillement qu' on fait de grands efforts et grandes résolutions de maintenir vne Liberté licencieuse et vne Tolération impie en matière de Religion (comme il appert par le Papier publié depuis peu, appellé communement l' *accord du Peuple*, contre lequel nous présentâmes le 26 *Januier* dernier, le témoignage des Commissaires de l' Assemblée Generale de l' Eglise d' *Ecosse*, approuué par les Estats du Parlement de ce Royaume là.

Si on auoit permis aux honorables Maisons du Parlement d' *Angleterre*, qui ont fait les susdites Déclarations et Engagemens, de seoir et agir avec liberté, Nous sauons que les procedures que nous auons veuës ne se seroient point passées, et n' auriens point eu de cause d' apprehender les maux et alterations estranges et dangereuses, causées par la force et pouuoir: Nous pouuons dire assurément qu' elles se seroient mieux souuenues de leurs Déclarations et de la Ligue solennelle et Covenant, & auroient esté plus prestes à escouter l' aduis de leurs frères d' *Ecosse*. Et quoy que ceux qui gouvernent à present, n' aient pas beaucoup déferé à ce que nous leur auons dit cy-deuant, et qu' ainsi il nous reste fort peu d' esperance qu' ils veuillent prendre garde à ce que nous leur pourrions représenter cy aprez, Neantmoins pour nous descharger des Instructions que nous auons receuës du Parlement d' *Ecosse*, nous eroions estre obligez en deuoir de désirer, Qu' on ne donne aucune Tolération à l' Idolatrie, Papisme, Episcopat, Herefie, Schisme, ou Profanation: Qu' on ne fasse aucun changement en la Constitution & Gouvernement fondamental de ce Royaume par Roy, Seigneurs, et Communes: Que rien ne se fasse au préjudice du Roy Charles second en sa succession, comme héritier légitime de la Couronne de ces Royaumes, mais que par des Conseils libres des deux Maisons du Parlement, on établisse la Reformation et Vniformité de Religion suiuant le Covenant, et particulièrement qu' on établisse le Gouvernement Presbytéral, la Confession de Foy, le Directoire pour le service divin, et le Catéchisme: Qu' on reconnoisse le iuste droict et titre du Roy Charles second à la Couronne de ces Royaumes, et qu' aiant donné satisfaction raisonnable aux deux Royaumes, il soit receu et admis à l' exercice de son Gouvernement. Que si nonobstant nos instances et efforts pour cet effect, les Com-

munes



mnnes qui seioient à présent à Westminster continuënt à faire autrement, en tout ou en partie des susdites particularités ; Nous les des advoüions par ces présentes au nom du Parlement et Royaume d' Escosse, et protestons solennellement, à ce que deuant Dieu et les hommes ils soient exempts de la coulpe, maux, confusions, misères et calamitez qui peuvent s' en ensuiure sur ces misérables Royaumes.


Le 24. Feurier 1648.

*Lothian.*

*Fe. Chiesley.*

*Guil. Glendowing.*

Le



Le Parlement aiant receu un Papier  
 daté du 24 Feurier 164? Signé par le Comte de  
*Lothian*, le Cheualier *Jean Chiefley*, & le S<sup>r</sup> *Glen-*  
*doing*, au nom du Royaume d'*Escoffe*, & l' aiant  
 pris en considération.

**A** Déclaré que ledit Papier contient beaucoup de choses  
 scandaleuses & de Reproches, contre les procédures justes du  
 Parlement, & une usurpation de la part de ce Royaume là, comme  
 s'il auoit pouuoir sur les Loix & Gouuernement de cette Na-  
 tion, au grand deshonneur d' icelle.

Finalement qu'il contient un dessein de ceux qui l' ont com-  
 posé & souscrit, d'émouuoir Sédition, & ietter les fondemens  
 d' une nouuelle & sanglante Guerre en ce pais, pour, souz les spé-  
 cieux prétextes contenus en icelui, pouuoir tirer des avantages  
 pour seconder leur dernière & perfidieuse Inuasion.

Et a en outre déclaré que toutes personnes quelles qu'elles soient  
 demeurans en *Angleterre* ou en *Irlande*, ou pais en dépendans, qui  
 se ioindront, adhéreront, ou volontairement assisteront lesdi-  
 tes personnes, qui ont composé & souscrit ledit Papier, ou aucun  
 autre Suiet du Royaume d'*Escoffe*, en la poursuite des choses  
 contenues en icelui, pour émouuoir Sédition, & causer une  
 nouuelle & sanglante Guerre en ce pais, seront censéz Traîtres à  
 la République d'*Angleterre*, & qu' on procédera contr' eux, comme  
 contre Traîtres & Rebelles.

*Henry Scobell*

Clerc du Parlement.

Lettre



## Lettre du Parlement d'Angleterre au Parlement d'Ecosse.

Messieurs,

J'ay receu commandement du Parlement d'Angleterre de vous prier de faire sauoir au Parlement d'Ecosse, qu'il a plusieurs choses, dont le ressentiment est juste, de la part de cette Nation & République, à faire entendre, & demander satisfaction sur icelles, du Parlement & Royaume d'Ecosse; dont il n'estime pas nécessaire de coucher icy les particularitez, estans choses si uniuersellement connues, & dont la mémoire est encore fraîche. Et en premier lieu désirant tascher d'obtenir ladite satisfaction par des voies paisibles, c'est pourquoy il propose : Qu'on ordonnera des Commissaires respectiuelement de ch aque Nation, lesquels se trouueront en quelque place propre & conuenable, de laquelle on tombera mutuellement d'accord, au plustost que faire se pourra : Auquel lieu le Parlement d'Angleterre enuoiara des Commissaires de la part de cette République pleinement autorisez, avec des Instructions pour faire connoistre le detail de ce dont, il a se plaindre, sur quoy satisfaction lui estant donnée il est content, & pour cét effet autorisera & donnera des Instructions à ses Commissaires, de traiter & conclurre une ferme & estroite Ligue d'amitié & correspondance entre les deux Nations ; au moien de quoy (si c'est la volonté de Dieu) ces Nations puissent estre entretenues en une paix perdurable, & iouissance heureuse de la Religion en sa pureté, & de leurs Libertez ciuiles, malgré les desseins pernicieux que les Ennemis tant couuerts que déclarez de l'une & de l'autre, machinent. C'est tout ce que j'ay ordre d'écrire, désirant seulement que le Parlement d'Ecosse fasse response par ce Porteur qui a esté enuoié exprez pour cet effet. Je suis,

Vostre humble Serviteur

Guill. Lenthall

Orateur du Parlement d'Angleterre.

De Westminster le

23 May 1649.

D

Response



## Responſe du PARLEMENT d' ESCOSSE.

*Monsieur,*

**L**es Eſtats du Parlement de ce Royaume ont reçu une Lettre datée du 13 May 1649. Signée par vous comme Orateur du Parlement, & écrite au nom de la République d' *Angleterre*; lesquels titres en eſgard à la Ligue ſolennelle & Covenant, aux Traictés & diverſes Déclarations des Parlemens des deux Royaumes, ſont tels, qu' on ne les peut pas reconnoiſtre.

Quant à la matiere qu'elle contient, ces choſes de juſte reſſentiment ſur lesquelles on demande ſatisfaction de ce Royaume, y ſont ſeulement mentionnées en général, & partant on n'y peut pas donner aiſément de reſponſe particulière: Mais ſi par ces termes généraux on entend parler de l' Engagement illégitime de l' année paſſée, Il deſire qu' on ſe reſouvienn de la Proceſſion faite en Parlement aleancontre, & de l' oppoſition faite par lui du deſpis par les Armes (lesquelles il n' a jamais poſſées que les Garniſons de *Berwick* & *Carlisle* n' aient eſté rendues au Royaume d' *Angleterre*) comme auſſi de la Lettre de la Maïſon des Communes à l' Aſſemblée Générale de cette Eglife du 3 d' Août 1648. Et que le Lieutenant Général *Cromwel* authoriſé par les deux Maïſons du Parlement, repréſenta le 5 d' Octobre dernier au Committé des Eſtats de ce Royaume, les torts & injures faites au Royaume d' *Angleterre* en cet Engagement, & demanda là deſſus qu' on donnât aſſurance au nom du Royaume d' *Eſcoſſe*, qu' on ne permettroit & ne ſouffriroit qu' aucuns de ceux qui avoient ou agy ou conſenti à cet Engagement, fuſſent employés en aucune place publique ou de confiance: ce qui lui fut non ſeulement accordé & confirmé en Parlement, mais auſſi tous les Actes paſſés pour la poursuite de cet Engagement, furent rappelés, & toutes procédures relatives à iceſul publiquement deſaduouées. Et ſi l' on nous fait connoiſtre quelques autres torts faits, nous ſommes tous prêts d'y donner telle reſponſe qu' elle donnera juſte ſatisfaction.

Si l' on conſidère ſans partialité les liens de Religion, de Loyauté au Roy, & d' amitié & correfpondence mutuelle entre les Royaumes, ſelon la Ligue Solennelle & Covenant, & les Profeſſions & Déclarations des deux Royaumes, les Eſtats du Parlement eſtiment avoir juſte ſuier de ſe plaindre des dernières procédures de l' *Angleterre*, au regard de la Religion, de la mort du Roy, & du changement du Gouvernement fondamental de ce Royaume là: contre lesquelles choſes cette Eglife & Royaume & leurs  
Com.

Commissaires ont protesté & porté tesmoignage, auquel ils adhèrent toujours. Et puis que c'est chose apparente que depuis peu l'Angleterre a reculé en arrière, & quitté les fondemens & principes esquels les deux Royaumes estoient engagez ; le Parlement de ce Royaume propose, qu' on desadueüe & desapprouue par delà les dernières procédures qui y ont esté faites, de même que la poursuite du dernier Engagement illégitime a esté desapprouvé & desadueüe ici : Et que ceux qui y ont abandonné ces Principes & leurs premières professions, les reprennent. Sur lesquels fondemens, il est content d' autoriser des Commissaires de la part de ce Royaume pour traiter avec ceux du Parlement d' Angleterre, lors qu' il sera assis en liberté, touchant les justes plaintes que les deux Nations peuvent auoir l'une contre l'autre ; & pour le redressement & réparation d' icelles, & faire toute autre chose qui pourra seruir à continuer la paix & union entre les Royaumes, laquelle ne peut iamais estre si seurement établie que sur les premiers Traitez, & la Ligue solennelle & Covenant, duquel comme aucun changement ou révolution d' affaires ne peut absoudre aucun desdits Royaumes, aussi nous espérons en Dieu qu' aucun succez soit bon ou mauvais, ne sera capable de nous en détourner ; mais comme nous auons tousiours pris soin par le passé, aussi tascherons nous tousiour pour l' advenir avec l' assistance, de Dieu de nous garder d' aucun accommodement ou conionction avec le Parry Papistique, Prélatique & Malignant, d' un costé, ou avec ceux qui sont ennemis du Gouvernement fondamental par Roy & Parlement, & favorisent & maintiennent les Erreurs, l' Hérésie, & Schisme de l' autre. C'est tout ce que i'ay esté commandé par le Parlement de ce Royaume de vous faire sçavoir, & vous dire qu' on n'a rendu aucune réponse à sa Lettre du 5 May dernier. Je suis,

Vostre humble Serviteur

D'Edinbourg le  
26 Juin 1649.

London Chancelier

Président du Parlement.

---

F I N.

try

(22)

Constitution of the United States  
The Constitution of the United States is the supreme law of the land. It is the foundation of the government and the rights of the people. It is the document that defines the structure of the government and the powers of each branch. It is the document that guarantees the rights of the people and protects them from the abuse of power. It is the document that has shaped the history of the United States and will continue to shape its future.

United States Constitution

Article I

Section 1

Clause 1

1787